

CONFÉRENCE MONDIALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS INTERNATIONALES (WCIT) 3 AU 14 DÉCEMBRE, DUBAÏ

Des enjeux

Plus de deux milliards de personnes ont accès aujourd'hui à l'internet, utilisé pour la conduite d'activités privées quotidiennes et professionnelles : accès à des services gouvernementaux, opérations bancaires, communication, recherche de l'information et de plus en plus pour des activités politiques à cause de son efficacité et de son coût.

Les télécommunications via internet (VoIP) connaissent aussi une importance considérable tant sur le plan économique que social et tendent à devenir le Backbone des communications dans le monde. La World Conference on International Telecommunications (WCIT) de Dubaï, qui se déroule du 3 au 14 décembre, prévoit aussi dans son ordre du jour la révision du traité international Règlement des télécommunications internationales (RTI), pour prendre en considération l'évolution de l'internet et des télécommunications via internet. Les intérêts politiques divergents des pays les plus puissants risquent de remettre en cause les objectifs fixés par l'Union internationale des télécommunications, institution des Nations unies qui organise la WCIT.

Qu'est-ce que la WCIT et le RTI ?

La Conférence mondiale des télécommunications internationales (CMTI) ou The World Conference on International Telecommunications (WCIT) est une conférence internationale pour discuter et modifier le règlement des télécommunications internationales (RTI) qui permet la gouvernance et le fonctionnement des télécommunications internationales.

Pourquoi cette conférence est-elle importante ?

Elle devrait discuter de l'avenir de l'internet et plus précisément de sa gouvernance ainsi que des questions regardant l'architecture, le fonctionnement et la sécurité et aussi de la possibilité de sa mise sous contrôle international par les Nations unies. Des délégations arriveront avec des propositions que d'autres récuseront prétextant le risque d'entraver le fonctionnement, la censure ou le libre accès à l'internet.

Bilan des récentes conférences sur le cyberspace

D'importantes conférences internationales sur le cyberspace ont eu lieu au courant des deux dernières années regardant l'internet, sa sécurisation et un «code de conduite» : la London Conference on Cyberspace de novembre 2011, la Budapest Conference on Cyberspace d'octobre 2012, India Internet Governance Conference (IIGC) d'octobre 2012 ou Internet Governance Forum (IGF) de Baku de novembre 2012. Elles ont accueilli des centaines de délégations composées de responsables politiques de très haut niveau, d'experts gouvernementaux et du secteur privé, qui ont été d'accord sur l'existence de menaces sérieuses à la sécurité nationale dans le cyberspace, l'augmentation continue en nombre et sophistication des cybermenaces, la lenteur des gouvernements à mettre en place une stratégie pour les contrer, mais ne sont arrivés à aucun accord, car le cyberspace est approché différemment par des pays et des groupes qui ont des intérêts divergents.

Qu'est-ce que l'IRT et son rôle ?

Le RTI a pour mission la définition des modalités de l'échange de trafic interna-

tional des télécommunications. Il n'a pas été révisé depuis 1988 et continue à le faire malgré les changements importants dans les télécommunications, notamment la libéralisation des marchés et l'avènement des nouvelles technologies et des services, et sans toujours prendre en considération l'impact de l'internet dans le secteur.

A qui appartient l'internet et qui est-ce qui le contrôle ?

La réponse est évidente : ce sont les Etats-Unis. Dix des treize root serveurs sont localisés aux Etats-Unis, deux en Europe et un au Japon. Les Etats-Unis, qui sont dans une position stratégique unique, gèrent et financent l'internet et ont la possibilité d'en interdire l'accès.

C'est une situation qui n'est plus supportable pour beaucoup de pays qui dépendent de plus en plus de l'internet sur les plans économiques et militaires et qui veulent remettre en cause cette réalité. L'internet est géré concrètement par des organisations non lucratives dont Internet Corporation for Assigned Numbers and Names (ICANN), World Wide Web Consortium (W3C) et Internet Society qui allouent les noms de domaines et adresses IP aux utilisateurs en vertu d'un contrat avec l'US Department of Commerce qui expire en 2015. Les Etats-Unis, qui contrôlent aussi les rootzones, sont en mesure par exemple d'interdire l'accès à l'internet à l'ensemble d'un pays en éliminant son symbole des rootzones : .dz pour l'Algérie ; .fr pour la France ou .ir pour l'Iran.

Quelles sont les appréhensions ?

Les appréhensions sont politiques et commerciales :

- la mise sous contrôle international de l'internet. Depuis 2004, les Nations unies ont fait plusieurs tentatives pour saisir l'ICANN ;
- des régimes ne soutiennent pas un internet libre et ouvert, les contenus sont filtrés et censurés. Dix-neuf lois considérées comme une menace pour la liberté d'expression ont été votées ;
- la crainte que des changements votés lors de la conférence WCIT pourraient accroître la censure et remettre en cause l'esprit d'innovation sur internet ;
- le contrôle par des gouvernements du trafic internet entrant et sortant à des fins politiques ;
- l'accès aux services de YouTube, Facebook, Skype, etc., deviendraient payant ;
- l'UIT n'est pas l'institution adéquate pour décider du futur de l'internet car les changements seront soumis au vote des gouvernements uniquement, les représentants de la société civile et les ONG ne peuvent pas voter ;
- la différenciation entre les contenus du trafic sur internet (Net Neutrality). Le Consortium européen des télécommunications (Etno) a proposé de faire payer des providers comme Google ou Facebook en fonction du contenu de leurs trafics internet. Ces frais supplémentaires seront répercutés sur les

consommateurs. Ce qui est en contradiction avec le concept de neutralité du Net (Net Neutrality) et favoriserait la création d'un «Internet Premium» donc moins global et balkanisé ;

- les Etats-Unis craignent de perdre leur influence sur l'internet ;
- les mesures de cybersécurité peuvent être mises à profit par des Etats pour un contrôle du contenu des réseaux.

Ces appréhensions peuvent être classées en trois catégories principales :

- les frais supplémentaires qui pourraient être prélevés par les entreprises de télécommunications pour utilisation des services de l'internet ;
- la capacité des Etats à censurer et à ne pas respecter les libertés ;
- la mise sous contrôle international de l'internet et la perte de l'influence sur l'internet.

Quelles est la position de l'UIT ?

L'UIT souhaite rester neutre dans le débat. Dans un souci de transparence, elle a mis sur son site le projet d'ordre du jour de la conférence WCIT pour le rendre accessible au public et a lancé des invitations jusqu'au 3 novembre afin que des suggestions soient faites.

Le secrétaire général de l'UIT a déclaré, lors d'une conférence aux Etats-Unis, que la WCIT ne va pas discuter de la mise sous contrôle international de l'Internet et qu'il est contre la restriction de la liberté des personnes et de la liberté d'expression ; cependant l'idée de séparer la supervision des télécommunications de celle de l'internet par l'UIT est «manifestement ridicule», car qui peut faire aujourd'hui la différence en termes de trafic passant à travers les réseaux entre les voix, la vidéo et les données ? La question du rôle de l'UIT sur l'internet reste donc posée même si la conférence n'arrive à aucun accord.

Enjeux et positions de quelques Etats...

L'accès aux rapports préparatoires de la WCIT élaborés par les Etats étant limité uniquement à l'UIT et à ses Etats membres, le site WcitLeaks (comme WikiLeaks) a été créé et une invitation faite aux personnes possédant ces rapports pour les transmettre anonymement. On pourra y trouver les rapports des pays arabes, de l'Union africaine des télécommunications, de la Russie, de la Chine, des Etats-Unis, de l'Iran, etc.

Les médias fonctionnent grâce à la publicité, et les revenus publicitaires constituent la recette principale.

Google a environ 50% des revenus publicitaires en ligne. Dans le futur, Google, Facebook et quelques entreprises internet mondiales peuvent monopoliser la majeure partie des revenus publicitaires mondiaux. Qu'advient-il alors des médias des pays en voie de développement ? Mis à part le préjudice financier, c'est aussi une menace pour les médias s'exprimant en langues locales et donc une menace culturelle et politique. Les enjeux sont donc commerciaux, culturels et politiques.

Etats-Unis

US House of Representatives ou Chambre des députés qui a soulevé la question de la Conférence WCIT et qui a fait part de ses préoccupations concernant les propositions pour un contrôle



Par Abdelaziz Derdouri (*)

Photo : D.R.

international de l'internet a voté à l'unanimité contre. L'Ambassadeur Terry Kramer, qui conduit la délégation américaine, a déclaré que les Etats-Unis «ne soutiendront pas le moindre effort pour élargir la portée de la RTI afin de faciliter toute censure du contenu ou de bloquer la libre circulation des informations et des idées». Le Sénat américain a transmis une lettre à Hillary Clinton, secrétaire d'Etat, lui demandant de former une alliance pour soutenir la position américaine. A bon entendeur ! Concernant l'aspect sécuritaire de l'internet dont la sécurité nationale en dépend, les Etats-Unis considèrent que le forum le plus approprié est le Conseil de sécurité où ils ont le droit de veto.

Fédération de Russie

La Russie a assuré que le public doit avoir accès aux télécommunications et services sans restriction sauf dans le cas où ils sont utilisés pour interférer dans les affaires du pays, porter atteinte à sa souveraineté, sa sécurité nationale, son intégrité territoriale, à la sécurité du public ou des autres Etats, ou pour divulguer des informations à caractères sensibles.

La Fédération de Russie demande à l'ONU de prendre en charge les aspects-clés de la gouvernance de l'internet comme elle est pour le changement du statut de l'ITR, pour l'étendre à l'internet et la mise sous contrôle international de l'ICANN. Sur le plan financier, elle demande la taxation en fonction du type de trafic internet. Sur le plan de la cybersécurité, la Russie demande qu'il lui soit accordé l'importance voulue pour protéger l'internet ainsi que la prise en charge des dangers que l'internet pose aux enfants.

Chine

La Chine, qui partage les points de vue russes, fait une distinction cruciale entre sécurité de l'information et la cybersécurité. En termes plus clairs, les Chinois souhaitent pouvoir avoir accès au contenu du trafic sur internet (l'information) pour le contrôler, car la question du contenu dans le cyberspace est aussi importante que la protection de la structure physique et technique du cyberspace. Ils craignent que les «informations» ou le contenu dans le cyberspace ne puisse être utilisé pour déstabiliser les Etats et affaiblir la souveraineté.

Union européenne

La Commission européenne défend le principe d'un internet libre et ouvert visant à garantir la liberté d'expression.